

La démocratie ségrégationniste est-elle possible ?

*Jean-Jacques KIRKYACHARIAN **

La question de fond pourrait être formulée de la façon suivante : peut-on concevoir un espace fermé, à l'intérieur duquel régneraient liberté, démocratie, droits humains — l'environnement proche et moins proche étant exclu de ces biens fondamentaux ? Réponse : non seulement on peut le concevoir, mais l'histoire est riche en exemples de ce système. N'en retenons que deux : Sparte dans l'Antiquité et l'Afrique du Sud jusqu'en 1994.

Les institutions de Sparte ont fait l'admiration des théoriciens du droit naturel, en particulier de Rousseau. Cependant, la prospérité de Sparte, et la continuité de son indépendance, reposaient sur l'esclavage rigoureux de la population non-citoyenne, les Ilotes. Quant à l'Afrique du Sud et à l'apartheid, il ménageait pour "l'espace blanc" un certain nombre de libertés — mais cependant il faut noter que les opinions non-conformistes y étaient poursuivies avec la plus grande rigueur — car l'apartheid était très menacé, sa stabilité, même interne, n'était que fiction. L'histoire dérange les schémas esclavagistes ! Déjà Platon, nostalgique de l'ordre ancien et admirateur de Sparte, décrit la vie historique grecque comme placée sous le signe de l'instabilité, donc de la décadence !! La Rome républicaine n'a pas tenu le coup bien longtemps, elle non plus, dès que le système impérialiste s'est développé : la liberté des Romains avait disparu depuis quatre siècles lorsque l'empire s'est effondré sous les coups des barbares (et des esclaves).

Ces considérations ne sont pas inactuelles : elles sont à rapporter à la situation de l'Union Européenne, régie par Schengen, Maastricht, Amsterdam. Les interprétations de l'article 13A du Traité d'Amsterdam divergent beaucoup à l'intérieur des milieux antiracistes et de défense des droits humains. Certains y voient la possibilité d'une citoyenneté européenne offerte à tous les résidents, y compris non-communautaires (et donc non-européens).

D'autres craignent au contraire que le passage des questions de l'immigration dans le premier pilier du traité de l'Union donne à l'exécutif la possibilité de créer des frontières absolument étanches entre l'Union et le monde extérieur (y compris les résidents originaires de ce monde). Il faut bien reconnaître que le texte rédigé à la fin de l'été 98 par la présidence autrichienne, texte confidentiel que heureusement des mains indiscreètes ont fait circuler, nous proposait une image de ce dernier genre. Il allait jusqu'à proposer que les États extra-communautaires, en particulier ceux du Sud, soient tenus de se donner des frontières étanches, faute de quoi ils seraient privés de l'aide au développement. Bravo !...

Et d'ajouter même : c'est alors seulement qu'on pourra engager un combat efficace contre le racisme à l'intérieur de l'Union Européenne. Ah, les braves gens.

Je sais bien que le Conseil européen a discrètement fait savoir qu'il désapprouvait ce texte, et qu'il en souhaitait une autre rédaction. Mais ce qui importe, c'est qu'un tel texte ait pu être écrit et proposé. C'est donc qu'il y a des responsables politiques qui raisonnent en termes de ségrégation a priori entre ceux qui peuvent jouir du statut de citoyen, de sujets de droit humain, et les autres, qui au mieux devront attendre d'avoir fait leurs preuves.

Il est évident que la France en tout cas ne peut pas accepter un schéma aussi cynique, qui mènerait rapidement à la guerre civile et à la guerre tout court. On ne peut pas faire comme si le monde ne bougeait pas, n'était pas travaillé par des contradictions externes et internes (nous ne pouvons pas re-créer l'apartheid). Certains diront : mais aux USA, ça marche ! Voire ! Peut-on parler de droit, de liberté, de démocratie dans un pays dont le président — qui est actuellement l'homme le plus puissant de la Terre — est élu par moins de 25% des électeurs ! La situation des "pauvres Blancs" y est d'ailleurs presque aussi désespérée que celle des ghettos noirs.

En guise de conclusion

Le racisme est une maladie mortelle pour l'ensemble de la civilisation. Ce ne sont pas seulement les victimes actuelles qui doivent craindre son développement, mais la très grande majorité de la population, car c'est l'ensemble du système social qui va à l'explosion dans la course à la précarisation.

Les droits humains, et pour parler de façon plus précise, le droit des hommes, c'est pour tous, ou bien, à terme tous en seront privés. Le racisme est la forme sous laquelle on voudrait faire accepter l'existence de "poches" de précarité, alors que, dans la vie sociale comme en économie, la mauvaise monnaie chasse toujours la bonne.

Tous libres et égaux : c'est difficile mais non impossible, puisque c'est la vérité même.

* *Président de la Fédération de l'Isère du M.R.A.P.*
(Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)